

Lutte de classe

La commission nationale de contrôle de la campagne électorale inflige un camouflet à Schivardi et Gluckstein

En soi la mésaventure de Schivardi et Gluckstein n'a rien d'étonnant. A force de se prendre pour ce qu'on n'est pas et de vouloir berner tout le monde, il arrive ce qui arrive comme l'on dit.

La Commission nationale de contrôle de la campagne électorale a refusé d'homologuer le matériel électoral de Schivardi (professions de foi et affiches électorales), qui se présente comme « *le candidat des maires* », suite à une plainte déposée par l'Association des maires de France (AMF) qui avait annoncé lundi qu'elle avait décidé d'intenter une action en justice contre le candidat du PT.

L'AMF conteste qu'il se présente comme le « *candidat des maires* » et lui avait donc demandé de supprimer toute référence à cette mention « *candidat des maires* » dans ses propos ou documents de campagne.

Schivardi (en fait Gluckstein) a refusé en expliquant « *Je n'ai jamais prétendu être le candidat de l'AMF. Je suis le candidat des 554 maires qui ont parrainé ma candidature et de tous ceux qui me soutiennent* ». Un élément capital semble avoir échappé au professeur Gluckstein, ce qui peut paraître étonnant à première vue.

Si Schivardi s'en était tenu à se présenter comme le candidat d'un certain nombre de maires, ce problème n'aurait jamais eu lieu, mais Gluckstein qui a tendance à prendre ses désirs pour la réalité n'a pas voulu tenir compte du fait qu'en employant la mention « *candidat des maires* » il faisait référence à une formule générique qui englobait l'ensemble des 36 500 maires renvoyant ainsi à une institution, les maires, c'est comme si un candidat avait prétendu représenter l'Assemblée nationale ou le Sénat en disant qu'il était le candidat des députés ou des sénateurs. Simple à comprendre, n'est-ce pas ?

Elémentaire, vous me direz, et vous avez raison, mais Gluckstein a voulu tenter le coup, l'occasion était-elle trop belle de faire croire aux électeurs que son candidat bénéficiait d'un soutien au-delà d'une poignée de maires de petites communes. Mais voilà, il ne s'agissait plus de berner facilement et en toute impunité les militants avec des sornettes, mais les institutions de la Ve République, une autre paire de manches.

Sans se réjouir de la mésaventure qui arrive au candidat du PT, on est bien obligé de constater que cette affaire met en lumière une fois de plus la tendance récurrente de ce parti à manipuler et falsifier à sa guise les faits pour tenter de justifier sa ligne politique opportuniste auprès des militants et des travailleurs, ce que pour ma part je dénonce depuis plusieurs années.

Dés le départ la candidature de Schivardi s'est révélée une entreprise scabreuse, un coup foireux préparé de longue date par les dirigeants du PT à la suite de l'annonce de la publication des parrainages à partir de 2007. Dès lors, le PT savait pertinemment que Gluckstein n'obtiendrait pas les 500 signatures en 2007 ou très difficilement, alors pour ne prendre aucun risque inutile ils ont présenté Schivardi, un maire. En présentant un maire, le PT a contourné l'obstacle, Schivardi ne s'en cache même plus en ironisant par dessus le marché « *quand je suis allé les revoir (les maires) pour me parrainer je n'ai eu aucune difficulté* ».

Mais voilà, les choses ne sont pas si simples et ne se sont apparemment pas passées comme l'espéraient Gluckstein et Schivardi, son homme de paille. Les maires ne se sont pas rués pour soutenir la candidature de Schivardi, on en a eu la preuve à de multiples reprises, notamment lorsque le secrétaire national du PT a été obligé de consacrer plusieurs éditoriaux d'*Informations ouvrières* à l'adresse exclusive des maires pour qu'ils parrainent son candidat, ce qui tranchait évidemment avec ses déclarations péremptoires où il affirmait exactement le contraire.

Vous me direz que tout cela fait partie de la bataille politique, certes, on pourrait dire les choses ainsi, mais jusqu'à un certain point seulement.

Au passage, il est quand même prouvé une fois de plus que les dirigeants du PT sont incapables de saisir correctement ne serait-ce qu'un aspect aussi menu soit-il de la situation politique, et qu'ils sont capables d'embarquer dans une aventure sans lendemain militants et travailleurs, au seul profit de leur appareil qui entendait bien tirer profit de ces élections, car à défaut d'obtenir le soutien de l'avant-garde du prolétariat à leur politique pour laquelle ni la reconquête de la démocratie ni la rupture avec l'Union européenne ne pouvaient être des mots d'ordre mobilisateurs, en revanche ils comptaient obtenir celui de nombreux maires. C'est raté là aussi.

Sur *France Info* le 20 mars, Schivardi a déclaré « *Il faut faire comme en 1789. En 1789, quand la France a décidé de se priver du roi, elle a pris des mesures, elle n'a pas regardé à droite ou à gauche, eh bien nous, on ferait pareil !* ». Par cette déclaration en faveur des intérêts de « *la France* », Schivardi se pose nettement en candidat nationaliste. 1789, c'est la date officielle de l'entrée en guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat.

C'est son droit de ne pas regarder « à gauche » de mépriser l'avant-garde du prolétariat, nous lui répondons ceci : Il faut faire comme en octobre 1917 en Russie, quand le prolétariat et la paysannerie ont décidé de se passer du tsar, ils ont pris des mesures, ils ont regardé à droite et ils ont écrasé la réaction, ils ont regardé à gauche et ils ont porté le parti bolchevik au pouvoir, on fera pareil !

(source : Reuters 20.03.07 et AP 29.03.07)